

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

6° année / N° 259

du 24 au 29 février 1988

### POLITIQUE

L'URNG cherche à construire une démocratie pluraliste  
L'Eglise catholique offre sa médiation pour le dialogue  
Cerezo refuse le dialogue  
Un dirigeant de la Démocratie-chrétienne en faveur du dialogue  
Des militaires dissidents demandent un changement de cabinet  
Détournement de l'aide internationale par la Démocratie-  
chrétienne  
Les changements dans l'Armée se poursuivent

### SITUATION SOCIALE

Manque de développement dans l'agriculture

### INSURRECTION

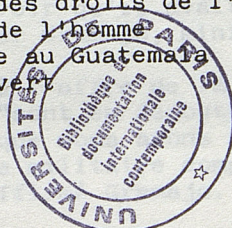
Affrontements armés dans le nord-ouest

### MOUVEMENT POPULAIRE

Le conflit dans le secteur de la santé s'aggrave  
Intransigeance du gouvernement  
Complicité entre la justice et le patronat  
Menaces contre un dirigeant de l'AEU

### DROITS DE L'HOMME

Des ONG dénoncent les violations des droits de l'homme  
Le gouvernement viole les droits de l'homme  
Irrésistible montée de la violence au Guatemala  
Un cimetière clandestin est découvert



4° P. 12315

## POLITIQUE

### L'URNG CHERCHE A CONSTRUIRE UNE DEMOCRATIE PLURALISTE

Luis Bekker, dirigeant de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a déclaré, le 26 février, que le mouvement insurrectionnel cherchait à construire "une démocratie pluraliste avec une large participation populaire".

Il a souligné qu'un dialogue national "peut servir de base pour résoudre la cause du conflit armé intérieur".

Au cours de déclarations faites à la presse de Madrid, le révolutionnaire a expliqué que la recherche de la paix est "un fait transcendantal qui engage tout le pays".

Après avoir souligné que le projet démocrate-chrétien du président Vinicio Cerezo se constituait de quatre grands axes (concertation avec le secteur privé, restructuration administrative, recherche d'une base sociale et politique internationale), Bekker a indiqué que ces trois premiers axes avaient échoué, malgré les concessions faites par le gouvernement aux intérêts économiques du grand patronat. Bekker a déclaré en outre que les patrons et propriétaires terriens guatémaltèques exigent des concessions politiques et ne sont pas disposés à céder, tandis que le gouvernement "est incapable de réduire substantiellement leur pouvoir politique".

Au même moment, au Guatemala, Federico Pola, secrétaire du CACIF (le syndicat patronal le plus important du pays), a déclaré que le dialogue avec la guérilla était hors de question car il donnerait aux groupes qui agissent en marge de la loi une institutionnalisation à laquelle ils n'ont pas droit.

### L'EGLISE CATHOLIQUE OFFRE SA MEDIATION POUR LE DIALOGUE

L'Eglise guatémaltèque, par la voix de l'archevêque Prospero Penados del Barrio, a accepté, le 24 février, la proposition de l'URNG pour servir de médiation dans un dialogue entre l'organisation insurgée et le gouvernement afin de trouver une solution négociée au conflit armé intérieur. Penados del Barrio a déclaré qu'il acceptait de "servir de médiateur si les deux parties acceptent la médiation de l'Eglise". Il a également fait savoir qu'il avait demandé un entretien avec le général Hector Gramajo, ministre de la Défense.

Pour sa part, Gramajo a interprété l'offre de la guérilla comme la preuve que les insurgés "sont en déroute".

La déclaration de l'URNG "montre que nous avons raison de prévoir prochainement une victoire militaire complète sur tout le territoire national", a affirmé Gramajo.

Il a par ailleurs déclaré que "le Guatemala n'a pas besoin de la démarche d'Esquipulas, s'il l'accompagne c'est par solidarité avec le Nicaragua et le Salvador qui vivent des situations de violence bien différentes".

#### CEREZO REFUSE LE DIALOGUE

Le gouvernement ne dialoguera pas avec les représentants de l'URNG s'ils n'abandonnent pas les armes et s'ils n'expriment pas le souhait d'agir dans le respect de la loi, a déclaré, le 25 février, le président Vinicio Cerezo.

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a réaffirmé son refus de dialoguer avec l'URNG tant que cette organisation n'aura pas déposé les armes. Cette déclaration a été faite au cours de son entretien, le 29 février, avec Prospero Penados del Barrio, archevêque de la capitale. Gramajo, qui avait récemment manifesté son accord pour une médiation de l'église catholique dans le dialogue avec l'URNG, a déclaré à Penados que sa position publique n'avait pas changée et qu'il était d'accord pour le dialogue "à condition que les insurgés déposent les armes". Il a précisé que ce sont les insurgés qui "demandent la réunion" et que c'est donc au gouvernement d'en fixer les conditions. De son côté, l'archevêque Penados a déclaré qu'il allait rendre compte de sa démarche auprès de la Commission nationale de réconciliation dans laquelle l'Eglise est représentée, étant donné que cette rencontre avait été faite à titre personnel à la demande de l'URNG.

#### UN DIRIGEANT DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE EN FAVEUR DU DIALOGUE

Danilo Barillas, ex-ambassadeur du Guatemala en Espagne et dirigeant de la démocratie-chrétienne, s'est déclaré en faveur d'un débat entre le gouvernement et tous les secteurs du pays, et notamment la guérilla. Cette déclaration faite le 24 février s'inscrit en opposition avec les déclarations officielles du gouvernement et de l'armée.

Barillas a déclaré que "les groupes guérilleros étaient la conséquence des structures sociales guatémaltèques" et qu'il fallait "discuter avec eux et trouver une solution de paix". De son côté, le journal du matin "el Grafico" précise dans son éditorial du 25 février que "toute possibilité de dialogue entre les parties en lutte doit être bien reçue, car elle représente une tentative pour atteindre la paix tant souhaitée par tout le pays".

## DES MILITAIRES DISSIDENTS DEMANDENT UN CHANGEMENT DE CABINET

Dans une déclaration transmise, le 26 février, aux moyens de communication, le groupe dit des "officiers patriotiques de l'armée du Guatemala" a exigé du président Vinicio Cerezo le changement de tous les ministres d'Etat dans un délai de trente jours.

Ce nouveau groupe militaire a demandé à Cerezo un changement total de gouvernement. Déjà l'année passée, un groupe dit des "officiers de la montagne" était apparu, dont l'institution militaire avait affirmé qu'il n'était pas composé de membres de l'armée. Les officiers patriotiques de l'armée du Guatemala ont demandé, qu'en moins de trente jours, le président "prenne les mesures urgentes et nécessaires pour conduire le pays vers une véritable démocratie".

Ils ont en outre demandé la destitution des ministres d'Etat y compris celle du général Gramajo, ministre de la Défense, ainsi que la "suppression des dépenses inutiles et la réduction de 40 % du budget de l'Etat", qui a été fixé pour l'année 88 à trente millions de quetzals.

Le groupe dissident a également exigé le "contrôle et la baisse des prix des produits de consommation populaire et des médicaments", ainsi que l'expulsion de tous "les membres des services secrets des pays ennemis qui se trouvent actuellement comme assesseurs de la Présidence, des ministères, ou comme correspondants étrangers". Ils exigent enfin que soient respectées et appliquées les consignes de la commission des droits de l'homme.

## DETOURNEMENT DE L'AIDE INTERNATIONALE PAR LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE

L'utilisation que fait la démocratie-chrétienne des aliments donnés au Guatemala par l'ONU dans un but électoral a été dénoncée le 23 février par le député Miguel Angel Montepeque, du Mouvement d'action solidaire (MAS).

Selon le responsable politique, le parti gouvernemental offre "de l'argent et des aliments donnés par le programme mondial alimentaire de l'ONU afin de pousser les citoyens du département de Santa Rosa à voter pour les candidats de la démocratie-chrétienne" aux prochaines élections municipales du mois d'avril.

Montepeque a affirmé que dans les communes de Casillas, Santa Rosa de Lima, Santa Maria Ixtahuacan et Guanagazapa ont également eu lieu des menaces contre les candidats du MAS.

## LES CHANGEMENTS DANS L'ARMEE SE POURSUIVENT

Selon la presse locale, la junte des commandants de l'armée du Guatemala poursuit ses modifications dans l'institution militaire.

Selon ces informations extra-officielles, le colonel Edgar Augusto Godoy, ex-chef militaire de la région de San Marcos qui avait conduit la délégation de l'armée au cours des conversations avec l'URNG à Madrid, a été nommé chef de l'état-major de la présidence en remplacement du général Roberto Matta Galvez.

De la même manière, les commandants de l'armée ont nommé le colonel Carlos Pineda nouveau directeur des opérations de l'état-major de l'armée.

On a également appris que le général Matta Galvez deviendra commandant de la caserne "général Justo Rufino Barrios", principale base militaire au niveau national et située dans la capitale du pays.

## SITUATION SOCIALE

### MANQUE DE DEVELOPPEMENT DANS L'AGRICULTURE

Claudio Coxaj, député démocrate-chrétien, a déclaré, le 27 février, que les patrouilles civiles, la malnutrition et le manque d'organisation des paysans étaient causes du manque de développement agricole.

Selon le parlementaire, membre de la commission des communautés indigènes du Congrès de la République, le recrutement réalisé par l'armée pour intégrer les paysans aux patrouilles civiles provoque de graves problèmes parmi eux car il les oblige à abandonner leurs travaux agricoles.

Coxaj a en outre dénoncé le fait que, bien que le recrutement aux PAC soit volontaire, les chefs de ces groupes commettent des abus.

Il a affirmé que le recrutement pour l'armée se faisait uniquement parmi les jeunes paysans indigènes, et il a critiqué le système d'embauche utilisé par les grandes propriétés agricoles par l'entremise d'"habilitateurs" qui profitent des conditions de vie précaires des travailleurs des plateaux pour ne pas respecter le salaire minimum et le droit du travail, ce qui représente un "problème grave pour les paysans".

Enfin, Coxaj souligne que pour dépasser les difficultés des paysans, il est nécessaire d'organiser les travailleurs agricoles afin qu'ils luttent pour leurs droits.

## INSURRECTION

### AFFRONTEMENT ARME DANS LE NORD-OUEST

De source officielle, on apprend qu'un affrontement a eu lieu, le 24 février, entre les forces gouvernementales et les insurgés dans le département d'El Quiché, causant la mort de cinq soldats et des blessures pour deux officiers. Roberto Letona, porte-parole de l'armée, a déclaré que l'affrontement s'était produit entre les forces gouvernementale et un colonne insurgée au nord de la commune de Playa Grande, dans le cadre de la campagne anti-insurgée que l'armée réalise dans cette zone.

Letona a reconnu que cinq soldats aient été tués et deux officiers blessés au cours du combat.

### MOUVEMENT POPULAIRE

#### LE CONFLIT DANS LE SECTEUR DE LA SANTE S'AGRAVE

La lutte des travailleurs de la santé a pris un tour international le 28 février. Les grévistes ont en effet demandé à Oscar Arias Sanchez, président du Costa Rica, d'intercéder auprès du gouvernement guatémaltèque pour que soit mis fin au conflit qui paralyse la majorité des hôpitaux du pays.

La grève qui a commencée, il y a quinze jours, dans l'hôpital général de la capitale s'est rapidement étendue à l'ensemble du pays afin que le président Vinicio Cerezo abandonne son projet de reclassification salariale, décret que les travailleurs considèrent comme injuste.

Les grévistes ont demandé l'intervention d'Arias Sanchez car ils estiment que le gouvernement "est en train de violer les droits sociaux des Guatémaltèques".

Le conflit est entré dans une étape de crise au moment où Cerezo a refusé d'abroger le décret. Les grévistes ont alors réalisé des rassemblements indéfinis devant le Palais national, tandis que les organisations de travailleurs ont organisé des manifestations depuis l'intérieur du pays jusqu'à la capitale.

Le premier groupe de quatre mille employés en marche est arrivé le 29 février à Guatemala, convergeant de lieux aussi distants que Flores, à 600 kms de la capitale, de Huehuetenango, à 300 kms, et de Chiquimula, à 180 kms à l'est du pays.

Cette marche ne peut être comparée qu'à celle des mineurs de Ixtahuacan, Huehuetenango, en 1977.

Armando Yoc, responsable syndical, a fait savoir que pendant la marche avait eu lieu la disparition de Haroldo Cabrera.

Sans donner plus de détail sur ce fait, il a mis en cause la responsabilité du gouvernement pour tout problème qui pourrait se présenter au cours de la manifestation.

#### INTRANSIGEANCE DU GOUVERNEMENT

Selon les travailleurs, Carlos Armando Soto, ministre de la Santé, a conservé dans le conflit une attitude intransigente, et a menacé d'entamer des poursuites judiciaires contre les grévistes considérant leur actions comme "illégales".

Ils ont affirmé que le gouvernement avait envoyé 500 circulaires signifiant le licenciement d'un nombre équivalent de travailleurs en grève.

Le ministre Soto a déclaré que ses services avaient reçu plus de trente mille demandes d'emploi dans le secteur de la santé et que si les mécontents n'arrêtaient pas leur grève ils seraient renvoyés et leurs postes offerts aux demandeurs d'emploi.

#### COMPLICITÉ ENTRE LA JUSTICE ET LE PATRONAT

La Centrale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a déposé plainte, le 23 février, devant la commission des droits de l'homme pour dénoncer la complicité entre les autorités judiciaires et le secteur patronal en défaveur des droits des travailleurs.

Jose Pinzon, secrétaire général de la CGTG, a déclaré que depuis six mois les autorités de Chimaltenango avaient ordonné la réintégration de 26 travailleurs renvoyés de la propriété Costa Rica sans que les patrons de cette entreprise aient pris en compte cette décision judiciaire.

De ce fait, la CGTG affirme que "la complicité des autorités judiciaires est évidente" et qu'elle réclame "une intervention du délégué aux droits de l'homme afin qu'il enquête sur ces violations".

#### MENACES CONTRE UN DIRIGEANT DE L'AEU

Le 26 février, le Syndicat des travailleurs de l'éducation (STEG) a dénoncé les menaces de mort à l'encontre d'Antonio Calan, représentant de l'Association des étudiants universitaires (AEU) et membre de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP).

Du fait de ces menaces, signalent les enseignants, Calan n'a pu participer aux rencontres entre l'UASP et le président Cerezo; bien que les syndicats et autres organisations populaires aient demandé au gouvernement "le respect absolu et effectif des droits de l'homme". De ce fait, le STEG exige des ministres de la Défense et de l'Intérieur des garanties

pour la vie d'Antonio Calan.

Par ailleurs, l'Unité syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSTRAGUA) accuse les services spéciaux de l'armée d'avoir expulsé et menacé des dizaines de paysans en grève dans trois exploitations de canne à sucre du département de Escuintla, au sud de la capitale.

#### DROITS DE L'HOMME

##### DES ONG DENONCENT LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Quatre organisations non-gouvernementales sont intervenues le 26 février devant la commission des droits de l'homme de l'ONU (CDH-ONU) qui à son siège à Genève pour dénoncer les enlèvements et les assassinats au Guatemala.

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a cité le dossier du rapporteur spécial de la CDH-ONU à propos des exécutions sommaires et arbitraires dans lequel il est indiqué qu'entre novembre 86 et mars 87 on a enregistré au Guatemala cent cas de personnes assassinées dans diverses régions du pays.

La FIDH, la Fédération latino-américaine des associations de parents de prisonniers et de disparus (FEDEFAM), le Conseil international des traités indiens et le Service universitaire mondial (SUM), qui ont participé à la réunion de Genève, ont demandé que le Guatemala reste sous le contrôle et l'observation de la CDH-ONU et que le mandat d'un expert soit renouvelé afin de suivre la question des disparus et de leurs familles.

La FIDH a chiffré à 172 le nombre de cas de disparus entre janvier 86 et octobre 87 et a critiqué le "manque d'action" du gouvernement et son rôle de "tolérance passive et de couverture formelle" pour les forces armées et les forces de sécurité "qui continuent à violer les droits de l'homme les plus élémentaires dans la plus totale impunité".

##### LE GOUVERNEMENT VIOLE LES DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement guatémaltèque ne respecte pas son propre système de normes en matière de droits de l'homme, ont déclaré des experts européens en visite au Guatemala entre le 24 et le 28 février.

Ernest Glinne, président de la commission des droits de l'homme du Parlement européen, Jannis Sakellariou, député socialiste de ce même parlement et Victoria Abellan, spécialiste de Droit international et membre du conseil consultatif de la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), ont estimé que le procureur des droits de l'homme était en position de faiblesse pour mettre en oeuvre son mandat et que l'appareil juridique au Guatemala



était "totalement inefficace".

Dans ce cadre, ils ont affirmé qu'il était clair que le gouvernement guatémaltèque pratiquait la violation de son propre système de normes en matière de droits économiques politiques et sociaux des citoyens.

A propos de ce système de normes, ils ont signalé que le gouvernement continuait à ne pas appliquer les accords internationaux sur les droits de l'homme, approuvés et signés par le Guatemala, tels que les protocoles de San Jose.

#### IRRESISTIBLE MONTEE DE LA VIOLENCE AU GUATEMALA

Face à l'accroissement de la violence qui provoque en moyenne 149 assassinats par mois, le Groupe d'appui mutuel (GAM) a exprimé, le 25 février, sa profonde inquiétude pour l'augmentation du nombre des enlèvements cette année. "Pour le seul mois de janvier, 22 personnes ont été enlevées, et en février ce type d'action est encore en augmentation", a déclaré Isabel de Castanon, vice-présidente du GAM, au cours d'une conférence de presse dans la capitale. La vice-présidente de l'organisation humanitaire a ajouté que la détérioration de la situation des droits de l'homme est en grande partie liée à la répression contre les organisations syndicales et étudiantes.

Elle a en outre estimé que cette situation que vit le pays depuis 1986 est la conséquence des contradictions entre les hautes instances du pouvoir, l'Armée, l'extrême droite et le gouvernement. "Le gouvernement n'exerce aucun contrôle sur les groupes paramilitaires", a-t-elle précisé.

#### UN CIMETIERE CLANDESTIN EST DECOUVERT

Selon la presse locale, un cimetière clandestin contenant les restes de 23 personnes assassinées en 1983 a été découvert le 27 février sur la commune de Chichicastenango, département d'El Quiché.

L'information précise que deux ex-commandants de patrouilles d'auto-défense civile se trouvent emprisonnés comme étant les responsables de ce massacre. Miguel Batz et Manuel Guarca auraient enterré leurs victimes dans des fosses communes, puis auraient demandé à profiter de l'amnistie décrétée par le gouvernement du général Efraín Ríos Montt.